

UNE VISION COMMUNE UNE ACTION CONCERTÉE



L'histoire et le bilan des tournées régionales

La FTQ et l'action en développement local et régional: quelques points de repères.

L'action de la FTQ en développement local et régional ne date pas d'hier. Au cours de son histoire, celle-ci s'est manifestée de plusieurs façons : résolutions de congrès, déclarations de politiques, colloques, formations, documents, mémoires, consultations pré-budgétaires et, surtout, dans les luttes régionales menées par les syndicats et les conseils. Elle se manifeste aussi, bien sûr, par l'implication de centaines de militantes et de militants dans leur région.

Quelques repères historiques :

- Dès les années 50 et 60, les organisations syndicales participent aux conseils économiques régionaux (CER), alors naissants, puis, à partir des années 60 et 70, aux conseils régionaux de développement (CRD).
- Au congrès de 1973, on tire la sonnette d'alarme avec le document « le développement régional à la dérive ». On y lit notamment : « C'est sur la base de nos besoins et de nos aspirations que doit s'articuler notre projet de développement du Québec et c'est autour de ce projet que se développera notre force de frappe contre les pouvoirs politiques et économiques qui nous dominent » (p. 47).
- Au congrès de 1983, la FTQ adopte une déclaration de politique pour une politique syndicale de plein emploi. On y dit que « la politique de plein emploi doit être planifiée par l'intermédiaire d'un organisme central, mais aussi faire appel aux ressources et à la participation locales, régionales, sectorielles, regroupées dans des administrations régionales » et « la politique de plein emploi doit être soutenue par une politique de développement industriel et régional ». Cette politique doit « se fonder sur la reconnaissance pleine et entière du rôle des syndicats à titre de partenaires égaux et responsables ».
- C'est aussi en 1983 qu'est mis sur pied le Fonds de solidarité. Les fonds locaux, d'abord appelés SOLIDE, seront établis en 1991 et les fonds régionaux en 1996.
- Dans les années 80 et 90 (de 1983 à 1991), le gouvernement du Québec initie toute une série de sommets socioéconomiques régionaux. La FTQ y participe dans toutes les régions.

- Plusieurs documents gouvernementaux ou projets de politiques sur les régions sont soumis au débat public : « À l'heure de l'entreprise régionale » (1988); « Développer les régions du Québec » (1991). La FTQ participe à ces consultations.
- En 1988 et 1989, la FTQ s'associe à l'organisation du Forum pour l'emploi, qui sera précédé par des forums régionaux dans toutes les régions du Québec.
- À son congrès de 1991, la FTQ adopte une résolution invitant toutes ses instances à « participer aux exercices de concertation économique, de façon à promouvoir la réalisation de notre objectif du plein emploi ».
- Au congrès de 1993, la FTQ adopte une déclaration de politique sur notre activité de représentation. La dimension spécifiquement régionale y occupe quelques paragraphes. La FTQ y privilégie une politique de présence aux différents organismes de concertation, tout en assujettissant celle-ci d'un certain nombre de critères et en invitant à faire le cas échéant des priorités. Elle invite à coordonner ces activités de représentations et à faire rapport aux instances syndicales.
- La FTQ organise en 1994 un colloque sur le développement socioéconomique régional, à Jonquière au Saguenay. Plus de 500 personnes s'y rassemblent les 25 et 26 octobre sur le thème : « Développer ensemble tous les coins de pays ». On y traite notamment de l'importance de coordonner notre implication en développement régional, de mobiliser nos membres et de développer la formation.
- C'est de fait à partir de ce moment que les formations sur le développement local et régional commencent à prendre leur envol : de façon beaucoup moins répandue qu'aujourd'hui cependant. Quelques formations se donnent chaque année. Il s'agit d'une première forme de coordination de l'intervention, les formations permettant de réunir les militantes et les militants et d'échanger sur les expériences et les enjeux de l'action syndicale.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de soutien au développement local et régional énoncée en avril 1997, le gouvernement du Québec met sur pied en 1998 les centres locaux de développement (CLD) par la loi 171 sur le ministère des Régions. « Les partenaires du marché du travail local y sont bien représentés » prévoit la politique et de nombreux représentants syndicaux siègeront au CA des CLD de 1998 à 2004.

- En 1999, la FTQ publie une brochure intitulée : « Pour rétablir un rapport de force, les alliances locales. Les luttes syndicales ne se gagnent plus seules ¹ » faisant état de divers cas d’alliances entre communautés et syndicats dans des luttes régionales.
- En février 2003, se tient une première rencontre nationale FTQ en développement local et régional : deux jours sur le thème « La formation : un investissement pour le développement local et régional », réunissant une centaine de personnes.
- L’année suivante (février 2004), se tient une nouvelle rencontre nationale qui examine la participation syndicale aux instances de développement local et régional. Au lendemain de la loi 34 qui remplace les CRD par des conférences régionales des élus (CRÉ) et transforme les mandats et la composition des CLD, il n’y a plus de sièges réservés aux syndicats dans ces instances territoriales. Le thème de la rencontre est dès lors : « Là où nous sommes, il va falloir agir ».
- Cette rencontre est suivie de l’organisation d’une tournée de formation dans toutes les régions : une formation de deux jours est alors donnée partout, dont le contenu se précise au fil des mois, 121 personnes de onze régions et 14 syndicats y participent. Trois objectifs de la tournée : faire le point sur notre présence en DLR; identifier nos forces pour mieux cibler notre action; outiller nos membres pour poursuivre la mobilisation.
- Une troisième rencontre nationale se tient au terme de cette tournée, en février 2006, deux ans après la précédente. Quelque 125 personnes s’y retrouvent et le thème du projet mobilisateur émerge. Le souhait est émis de soutenir les différentes régions dans leur mobilisation et leurs projets, ce qui implique des formations adaptées aux besoins et demandes des unes et des autres.

Nous voici en 2011, au terme de cinq années de formations, de débats, de luttes locales et régionales. L’histoire continue de s’écrire...

¹ Suite à une recherche menée dans le cadre des services aux collectivités de l’UQAM, avec Jean-Marc Fontan (sociologie) et Juan-Luis Klein (géographie).

Portrait éclair de la dernière tournée de formation

- Treize sessions de formation ont été tenues dans huit régions différentes entre 2007 et 2011:
 - Abitibi-Témiscamingue – Nord-du-Québec;
 - Côte-Nord;
 - Laurentides et Lanaudière;
 - Mauricie et Centre-du-Québec;
 - Montréal;
 - Outaouais;
 - Québec – Chaudière-Appalaches;
 - Saguenay-Lac-St-Jean – Chibougamau-Chapais.
 - Ces formations ont été offertes sur une ou deux journées.
 - En moyenne, une vingtaine de personnes participaient aux formations régionales.
 - Au total, près de 200 personnes différentes ont été rencontrées, issues de 16 syndicats affiliés.
-

1. UNE TOURNEE DE FORMATION RICHE EN NOUVEAUTE

Des sessions de formation « régionalisées »

- À la suite de la dernière rencontre nationale, tenue en 2006, et des activités de formation qui l'avaient précédée, un comité de réflexion a été mis sur pied pour orienter la suite du travail de formation en développement local et régional.
- Après réflexion et discussion avec des conseillers régionaux de la FTQ et des personnes impliquées dans ce dossier, nous avons décidé de modifier le format de la tournée de formation.
- Face à des besoins de formation diversifiés selon les régions, il est devenu nécessaire d'offrir une formation « sur mesure », à la demande des conseils, et élaborée en collaboration avec eux et les permanents régionaux de la FTQ.

Une plus grande participation visée

- Les sessions de formation en DLR sont avant tout un lieu d'échanges et de réflexion qui permet aux militantes et aux militants des différents syndicats de la FTQ de se concerter autour d'enjeux locaux et régionaux. Elles se veulent un outil en appui à l'action syndicale de la FTQ dans les régions.
- Pendant longtemps, cette formation a surtout été offerte aux représentants socioéconomiques de la FTQ, soit aux militantes et aux militants qui représentent la FTQ sur des organisations de concertation et de développement local ou régional.
- En réponse à diverses préoccupations des conseils régionaux, notamment quant à la relève syndicale, à la construction d'une vision commune et d'une action syndicale forte en région, il est apparu important d'élargir le bassin de personnes ciblées. Nous avons donc invité plus largement les militantes et les militants syndicaux qui s'intéressent aux questions régionales et celles et ceux qui s'impliquent dans différentes initiatives locales et régionales (coalitions, table de concertation, pallier municipal, etc.).
- L'intervention de la FTQ en développement local et régional est plus qu'une « affaire d'initiés »; elle concerne l'ensemble des militantes et des militants de la région. Le DLR, c'est aussi une affaire de valeurs et de militance!

Un programme bien rempli

- Les sessions de formation ont été tenues sur une ou deux journées, selon les besoins des régions.
- Bien que les sessions soient maintenant élaborées selon les besoins de chaque région, elles visaient toutes trois objectifs principaux:
 1. Dégager un portrait commun de la situation socioéconomique régionale;
 2. Partager une vision commune des actions syndicales en développement local et régional;
 3. Dégager les stratégies et les actions à privilégier pour l'avenir.
- Nous avons ainsi élaboré un canevas général de formation autour de trois thématiques pouvant être développées selon les réalités et les besoins de chaque région.
 - Dans toutes les sessions de formation, nous avons consacré un bloc de temps à dresser le portrait socioéconomique de la région. Pour réfléchir à notre intervention syndicale régionale, il est essentiel de bien comprendre dans quel contexte socioéconomique nous évoluons et d'évaluer les enjeux et les défis auxquels nous sommes confrontés.
 - À la suite de cette analyse, nous nous attardions à l'intervention syndicale locale et régionale pour construire un sens commun : pourquoi agir syndicalement en DLR, qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce que ça donne?

- Enfin, toutes les sessions se terminaient en une réflexion sur l'avenir de l'action syndicale régionale dans une perspective de transfert dans l'action : quelles pistes d'action privilégier, comment renforcer notre capacité d'action, quelles sont les priorités pour les prochaines années, comment mieux se coordonner?
- Pour chacune des sessions, des attentes particulières définies avec les régions permettaient d'élaborer un scénario de formation propre à chacune, par exemple :
 - « Formation de base » sur le développement local et régional et l'action syndicale, les activités de représentation, les organismes et les acteurs de la région, etc.;
 - Réflexion sur l'impact de la crise financière et les diverses actions syndicales possibles pour aider nos membres;
 - Formation tournée sur le développement socioéconomique dans un contexte de crise de la forêt et réflexion sur la transformation;
 - Réflexion sur la transformation des ressources naturelles;
 - Formation en soutien à un projet particulier (projet mobilisateur).

Une évaluation positive

- Cette nouvelle formule exige davantage en termes de temps et d'énergie, autant pour l'équipe de formation que pour les conseils régionaux et les permanents de la FTQ, davantage sollicités pour préparer les contenus de formation. Bien que plus exigeante, cette formule nous semble gagnante. Le nombre de participantes et de participants aux sessions augmente de façon importante et la satisfaction est grande. Mieux encore, certains conseils remarquent des résultats concrets : création de groupe ou de comité de travail, davantage de participation à des activités du conseil, demande de suivi de formation en DLR, etc.

2. LES GRANDS CONSTATS QUI SE DÉGAGENT DES RENCONTRES DE FORMATION

Un des constats marquant de cette tournée de formation, c'est qu'il y a plusieurs éléments communs qui ressortent dans toutes les régions, par rapport à l'action syndicale et aux perspectives d'avenir, mais également en ce qui concerne les enjeux et les défis socioéconomiques des régions.

Le portrait socioéconomique des régions

Capacité de diagnostic

- Lors des sessions, nous avons constaté que les participantes et les participants ont une très bonne capacité de diagnostic de la situation socioéconomique de leur région. À partir de leurs connaissances du terrain, ils et elles dégagent une solide analyse de la réalité socioéconomique, de ses forces et de ses faiblesses tout comme des enjeux et des défis de l'avenir. À chaque rencontre, nous avons ainsi pu construire avec les participantes et les participants, un portrait détaillé de la situation, que l'on complétait de données statistiques, tout en gardant une lecture syndicale.

Des préoccupations partagées

- Le contexte de mondialisation de l'économie et de concurrence mondiale se répercute dans toutes les régions, même si certaines tirent mieux leurs épingles du jeu.
- Une préoccupation importante qui ressort des discussions, est la transformation de l'emploi que vivent toutes les régions du Québec. Partout, on remarque des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier, emplois généralement syndiqués et bien rémunérés, au profit d'emplois dans le secteur tertiaire, trop souvent de moins bonne qualité et généralement peu syndiqués. Il s'agit ici d'un des principaux enjeux relevés dans cette tournée : influencer le développement pour favoriser la création d'emploi de qualité, notamment dans le secteur de la production de biens.
- Pour les régions ressources, plus particulièrement, les principaux enjeux économiques concernent la diversification économique et la 2^e et 3^e transformation (ou la production à valeur ajoutée).
- Dans toutes les régions, on déplore de fortes disparités socioéconomiques entre différentes localités et villes d'une même région, comme entre différents quartiers d'une même ville. Plusieurs problématiques sont relevées en lien à ces disparités : concentration de l'emploi, concentration des services publics dans certains pôles urbains, poches de pauvreté, isolement de certaines localités et de certains quartiers, survie difficile des petites collectivités, etc.
- Les questions de transport préoccupent aussi, de différentes façons, toutes les régions rencontrées. Dans les régions ressources, on s'inquiète de l'infrastructure routière et des grandes voies d'accès à la région qui sont des éléments clés pour le développement et la création d'emplois. Dans les centres urbains, on traite davantage de transport en commun, de problèmes de navettage et de circulation.

- Plusieurs régions déplorent des problèmes d'exode des jeunes, d'accès au logement, d'accès aux services publics.
- Dans la plupart des régions, les participantes et les participants s'inquiètent de la concurrence qui se fait entre les régions, tout autant qu'entre les localités d'une même région; concurrence parfois accentuée par les politiques publiques.
- La formation et la qualification de la main-d'œuvre est une préoccupation importante du mouvement syndical et aussi une composante importante du développement local et régional. Pour les militantes et les militants rencontrés, il faut continuer de s'occuper de cette question, notamment par notre présence aux conseils régionaux des partenaires du marché du travail.
- L'environnement et le développement durable en lien à la création d'emplois devient une question importante dans toutes les régions. Les gaz de schistes, le boom minier, les éoliennes, l'exploitation forestière, l'exploitation récréotouristique, les transports et le défi écologique, etc. sont au cœur de bien des débats. Il s'agit ici de préoccupations qui ont un impact direct sur le développement socioéconomique d'une région et sur la création d'emplois.

L'action syndicale locale et régionale

Les principes à la base de l'action syndicale

- Pour l'ensemble des militantes et des militants rencontrés, il est essentiel de s'impliquer dans le développement local et régional. C'est dans les localités et les régions que nos membres vivent, que se crée et se perd l'emploi et que se vit la réalité du travail.
- L'action syndicale en DLR est une extension de notre activité syndicale, mais sur une base territoriale. Si nous voulons un développement qui correspond à nos valeurs, il faut s'impliquer, promouvoir et défendre nos valeurs.
- Les principes suivants sont à la base de l'intervention des militantes et des militants en développement local et régional :
 - la création d'emplois de qualité;
 - le maintien et la sauvegarde des emplois;
 - l'accès à des services publics de qualité;
 - la qualité de vie dans les communautés;
 - l'équité entre les régions, les localités et les quartiers.

Une mosaïque d'actions

- L'intervention syndicale de la FTQ se caractérise par une grande variété d'actions :
 - occuper un siège dans un organisme de développement et de concertation;
 - s'impliquer dans des structures municipales;
 - participer à des alliances ou à des coalitions ponctuelles avec la communauté;
 - participer à une occupation ou à toute forme de manifestation et de lutte régionale;
 - participer à une consultation régionale;
 - s'impliquer dans une élection, interpeller les pouvoirs publics;
 - appuyer le démarrage ou la sauvegarde d'une entreprise;
 - etc.
- On peut aussi mentionner divers engagements citoyens, réalisés sur une base personnelle par les militantes et les militants syndicaux, dans de nombreux organismes locaux comme des groupes communautaires, des associations de loisirs et culturelles. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une action syndicale à proprement parler, il reste que des militants et des militantes de la FTQ s'impliquent dans leur communauté, font des contacts et créent des réseaux de solidarité tout en prônant des valeurs de solidarité et d'équité.

Une présence bien ancrée

- Un autre constat important, qui se dégage de ces rencontres de formation est l'ampleur de notre présence syndicale dans toutes les régions du Québec. Les militantes et les militants de la FTQ sont présents dans de nombreux lieux de concertation locale et régionale :
 - ✓ Centre local de développement (CLD);
 - ✓ Corporation de développement économique communautaire (CDEC);
 - ✓ Société d'aide au développement des collectivités (SADC);
 - ✓ Conférence régionale des élus, commissions et comités liés (CRÉ);
 - ✓ Fonds local de solidarité (FLS);
 - ✓ Fonds régional de solidarité (FRS);
 - ✓ Pôle régional d'économie sociale ou concertation en économie sociale;
 - ✓ Structures municipales;
 - ✓ Coalitions diverses;
 - ✓ etc.
- Dans la plupart des régions, nous avons pu construire avec les participantes et les participants, la carte géographique de cette présence. Le résultat était toujours très éloquent et permettait de visualiser rapidement l'ampleur de notre présence sur le territoire, au sein de multiples organisations ou initiatives locales et régionales.
- Nous remarquons toutefois que cette présence reste difficile à recenser de façon exhaustive.
- Évidemment, notre participation à l'administration des Fonds locaux et régionaux de solidarité (FRS, FLS) nous donne un fort levier d'action.

- La présence FTQ sur les CLD est aussi difficile à évaluer puisque nous n’y avons plus de sièges réservés, même si plusieurs membres FTQ y siègent via les FLS et les comités d’investissement conjoint.
- Dans toutes les régions visitées, une bonne partie des militantes et des militants impliqués affirment avoir réussi à développer une influence au fil des années. Cette influence porte notamment sur les éléments suivants : maintien et développement de l’emploi, contact avec d’autres acteurs et constitutions d’un réseau, développement d’alliances dans certains dossiers, modification de certaines décisions prises dans la région, etc.
- Plusieurs remarquent aussi qu’il n’est pas toujours simple de travailler en coalition ou en alliances et que cela suppose beaucoup de défis, mais reste profitable la plupart du temps. Comme on dit, « les luttes ne se gagnent plus seules »!

Une compréhension commune de l’action syndicale locale et régionale

- Les actions syndicales régionales sont donc fort diversifiées et mobilisent de nombreuses personnes. Elles permettent d’influencer le développement de nos localités et de nos régions à la lumière de nos valeurs et nos principes syndicaux.
- Au cours des sessions de formation, à force de discussion et de mise en commun de nos expériences, nous avons développé une définition de l’action syndicale en développement local et régional. « *Ensemble des actions et des interventions réalisées par des personnes issues du milieu syndical, ayant pour but d’améliorer l’emploi et la qualité de vie et de démocratiser les processus de prise de décision sur un territoire donné (région, localité, ville ou quartier).* »
- Cette définition peut bien sûr évoluer, mais pour l’instant, elle nous ressemble. Tout militant ou toute militante de la FTQ, officier ou officière, conseiller ou conseillère qui œuvre dans ce sens fait partie de ce vaste réseau d’acteurs syndicaux en DLR.
- Au fil des formations, nous avons pris l’habitude de regrouper nos actions en deux grandes catégories complémentaires : politique et développement.
 - L’action de *développement* désigne le fait de siéger aux différents organismes de concertation et de développement, des fonds locaux ou régionaux, d’intervenir en économie sociale, etc. À ceci, il faut sans doute ajouter toutes les implications bénévoles et citoyennes dans des associations de parents, des clubs de loisirs, des organismes communautaires.
 - L’action *politique* au sens d’interpellation des pouvoirs publics : participation à des coalitions (les sans chemises, alliance sociale, coalitions contre des fermetures d’entreprises ou des coupures de services publics, pour le financement des transports publics, etc.); des manifestations, des conférences de presse ou même la participation aux élections municipales. C’est ainsi que certains membres, sur une base personnelle, sont conseillers municipaux, maires ou préfets de MRC.

- L'ensemble de ces actions, en apparence éclatées, concourent à améliorer la qualité de vie des populations là où elles vivent, en agissant sur la formation de la main-d'œuvre, le financement des entreprises, la mobilisation et la concertation, le maintien des services publics, la définition des besoins et de projets collectifs, la création d'emplois. Elles impliquent souvent des *alliances*, ponctuelles ou à long terme, tactiques ou stratégiques, avec d'autres acteurs régionaux (syndicats, organismes communautaires, municipalités, parfois chambres de commerce). Et il s'agit toujours d'un travail syndical demandant l'information et la *mobilisation*.

Une préoccupation généralisée : la relève syndicale

- La question de la relève syndicale dans le dossier du développement local et régional préoccupe tous les milieux rencontrés. On se préoccupe de mobiliser des militantes et des militants pour siéger sur les nombreux organismes de développement et de concertation où nous sommes. De plus, on veut intéresser davantage de membres aux questions de développement local et régional, favoriser leur implication et leur militance régionale. Pour les participantes et les participants rencontrés, plus nous serons de militantes et de militants FTQ à se concerter et à se mobiliser sur les questions locales et régionales, plus notre capacité d'action en sera renforcée.

LES CRÉ ET LA GOUVERNANCE REGIONALE

- Dans toutes les régions, les militantes et les militants se questionnent sur le rôle et le pouvoir des conférences régionales des élus (CRÉ) créées en 2004.
- Bien que dans plusieurs régions, des militantes et des militants participent aux travaux des CRÉ et de leurs différentes commissions ou groupes de travail, on reste souvent sceptique sur cette forme de gouvernance que l'on juge peu représentative. Et ce, dans un contexte où les CRÉ se voient attribuer de plus en plus de pouvoirs notamment quant à la gestion des ressources naturelles.
- Les avis sont partagés quant à la présence syndicale dans les conférences régionales des élus. Pour certains, les CRÉ sont incontournables et nous devons y être présents! Il faut se battre pour y siéger comme représentants syndicaux et représentantes syndicales. Pour d'autres, la présence syndicale à la CRÉ n'est pas essentielle; l'important, c'est de pouvoir influencer les décisions qui s'y prennent. Pour eux, ce n'est pas en ayant une place à la CRÉ que nous influencerons le plus le développement régional.
- Rappelons que chaque CRÉ travaille différemment avec les représentants de la société civile, dont les acteurs syndicaux et que toutes n'ont pas le même dynamisme. Cette réalité influence l'évaluation de notre participation à cette structure.

Préoccupations et perspectives d'action syndicale

Mieux se coordonner

- La nécessité de se concerter davantage et de mieux se coordonner dans le dossier du DLR ressort de toutes les rencontres. Cette nécessité se décline de différentes façons : favoriser une meilleure communication avec les membres, les informer et les sensibiliser aux questions régionales; assurer une meilleure communication entre les conseils d'une même région lorsqu'il y en a plus d'un; mieux se connaître entre affiliés d'une même région pour mieux agir ensemble; construire un plan d'action syndical régional, etc.
- Plusieurs insistent aussi sur l'importance de mieux arrimer nos différents dossiers. Par exemple, les comités d'action politique devraient être davantage impliqués dans les questions de DLR et liés au comité de représentants socioéconomiques lorsqu'il y en a un. La question de l'arrimage des questions sectorielles et régionales est aussi souvent soulevée.
- Enfin, dans toutes les régions, les participantes et les participants affirment que ces moments de réflexion et de partage entre affiliés FTQ d'une même région sur les enjeux et les défis socioéconomiques permettent de se développer une vision commune de la situation pour établir des perspectives d'action. Ces moments sont à conserver et à renouveler pour favoriser une meilleure coordination.

Mobilisation interne et externe

- La mobilisation des membres à l'action syndicale régionale est une préoccupation importante dans tous les conseils. Si tout le monde croit en l'importance de s'impliquer et de prendre notre place dans la région, on manque souvent de temps et d'énergie avec trop peu de militantes et de militants impliqués sur des structures régionales. Plusieurs déplorent le syndrome du « TLM » ou « toujours les mêmes » !
- C'est, entre autres, pour répondre à cette problématique que nous avons élargi le nombre des personnes ciblées par la formation, pour rejoindre davantage de militantes et de militants.
- On insiste aussi sur l'importance de la mobilisation externe, des autres acteurs du développement local et régional comme de l'ensemble de la communauté. Dans nos localités et nos régions, nous avons beaucoup d'alliés naturels et de valeurs communes sur lesquelles tabler. Ces alliances font souvent la différence pour notre rapport de force.

Consolider notre présence

- Consolider notre présence est une des priorités mentionnées dans toutes les sessions. Nous sommes déjà présents à plein d'endroits, mais on aimerait être davantage positionné comme acteur incontournable de développement de nos communautés et augmenter notre influence.
- Pour se faire, il faut s'assurer d'être présent partout où c'est pertinent; de s'impliquer de différentes façons dans le milieu, pas juste pour nos causes syndicales; d'impliquer le plus de sections locales possibles, etc.
- Les milieux scolaires, de formation postsecondaires et de formation de la main-d'œuvre, comme les milieux de la santé (CLSC, régie régionale, etc.) sont aussi des lieux où notre implication est importante.
- Les médias locaux et régionaux sont aussi vus comme un bon moyen d'affirmer notre présence. Il faudrait utiliser davantage ces outils pour faire voir nos bons coups et défendre nos positions et nos valeurs. **Il faut se faire voir, se faire entendre.**

Pressions politiques

- L'aspect politique est une composante importante de l'action syndicale en développement local et régional. À ce titre, les pressions politiques organisées par le mouvement syndical sont un élément important pour orienter le développement de nos localités et de nos régions. Les participantes et les participants considèrent généralement qu'il faut investir davantage la politique et les structures municipales. Il faut continuer aussi d'intervenir auprès des politiciens provinciaux et fédéraux qui ont aussi une forte influence sur le développement.